

PSU PARTISAN

bulletin d'information
des ETUDIANTS du PSU
22, rue Pierre le Vénérable

QUEL DIALOGUE ?

Lundi dernier, une grève générale et illimitée était déclenchée à Paris et en province, sauf dans les rares A.G.E. à direction "apolitique" ou U.E.C. (qui depuis ont été renversées par leur base). A trois semaines des examens, les plus optimistes donnaient au mouvement trois jours de survie. Il dure toujours ! Et aujourd'hui, l'U.N.E.F et le S.N.E.Sup ont avec eux les travailleurs (ouvriers et paysans) et leurs centrales syndicales, et une partie toujours croissante de la population. En face d'eux les sections d'assaut de C.R.S. dirigées par des irresponsables qui prétendent nous gouverner, et ceux qui se taisent encore !

Or, il n'est plus possible de se taire. L'U.N.E.F. et le S.N.E.Sup se sont conduits en responsables, évitant toute provocation. On n'en veut pour preuve que la marche dans Paris de mercredi. Le gouvernement, après avoir tenté de faire retomber la responsabilité des violences sur une minorité d'"enragés", met maintenant en cause des agents de l'étranger venus empêcher les négociations entre nord-vietnamiens et américains. (Sic)!

Mais les responsabilités ne sont pas à rechercher à l'extérieur : les C.R.S. ont reçu l'ordre de charger et les reportages d'Europe 1 et R.T.L. sont édifiants. (Pas de sommation, grenades au chlore et grenades offensives, acharnement sur les blessés et les secouristes, passages à tabac etc...) A vous de juger...

Pompidou nous parle maintenant d'apaisement et de dialogue. Peyrefitte l'avait déjà fait vendredi ; cela s'est traduit par un renforcement des forces de police autour de la Sorbonne. Que le gouvernement sache que les étudiants et les travailleurs ne se laisseront plus bernier par des promesses vagues et des concessions insuffisantes.

Parler de dialogue dans les conditions actuelles relève de la plus basse démagogie. Peut-il y avoir dialogue quand on refuse d'écouter ceux qui parlent ou quand on prétend vouloir écouter ceux qu'on empêche de parler. Le dialogue suppose la reconnaissance de son interlocuteur et le bien fondé de ses revendications.

Actuellement le problème qui préoccupe les étudiants est celui de l'examen. 70 % d'entre nous ne termineront pas leurs études. La sélection par l'examen nous menace et nous concerne donc tous. Les étudiants doivent lutter contre le système des examens qui vise à les éliminer de l'Université. Or que veut le gouvernement ? Instaurer de nouveaux barrages par une sélection avant l'entrée en faculté.

Dans de telles conditions le dialogue est impossible avec l'administration. Il n'est envisageable qu'avec des professeurs, qui, comme nous, refusent la sélection, contestent le contenu et mettent en doute les méthodes d'une Université bourgeoise.